

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
revalorisant les barèmes dans le secteur de l'enfance**

A.Gt. 11-10-2023

M.B. 01-12-2023

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'article 3 ;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les articles 35, §2, et 35/1 ;

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, l'article 7, 2° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 03 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 02 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes ;

Vu la proposition du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 30 août 2023 ;

Vu le « test genre » du 08 septembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 septembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2023 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, §1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant la nécessité de prendre avec diligence des mesures de nature à soutenir les travailleuses et travailleurs du secteur de l'enfance pour faire face aux difficultés d'attractivité rencontrées dans ce secteur, et pour permettre leur exécution dans l'exercice budgétaire en cours avant la clôture de celui-ci compte tenu des délais inhérents à l'adaptation des applications informatiques ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. - Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, il est inséré une annexe 6 rédigée comme suit :

« Annexe 6 – Barème de références applicables au secteur des milieux d'accueil subventionnés de la petite enfance à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Equivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Puériculteur (trice) (ou assimilé(e))	Infirmier(e) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)
0	19.817,29 euros	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	20.788,25 euros	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	23.397,43 euros	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	24.267,13 euros	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	24.590,73 euros	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	25.460,47 euros	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	25.460,47 euros	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	26.330,17 euros	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	26.330,17 euros	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	27.199,91 euros	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	27.199,91 euros	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	28.069,62 euros	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	28.069,62 euros	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	28.939,35 euros	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	28.939,35 euros	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	29.809,11 euros	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	29.809,11 euros	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	30.678,82 euros	19.320,54 euros	28.103,57 euros

24	30.678,82 euros	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	30.678,82 euros	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	30.678,82 euros	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	30.678,82 euros	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	30.678,82 euros	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Article 2. - §1^{er}. À l'article 105, §1^{er}, 1^{er} tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 02 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes, les mots «, rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendant par équivalent temps plein » sont abrogés.

§2. À l'article 110, §1^{er}, 1^{er} tiret, du même arrêté, les mots «, rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendant par équivalent temps plein » sont abrogés.

Article 3. - L'annexe 3 du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 3 – Barèmes de référence pour le calcul des forfaits individualisés prévus aux articles 105 et 110.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Equivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
0	19.817,29 euros	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	20.788,25 euros	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	23.397,43 euros	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	24.267,13 euros	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	24.590,73 euros	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	25.460,47 euros	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	25.460,47 euros	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	26.330,17 euros	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	26.330,17 euros	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	27.199,91 euros	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	27.199,91 euros	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	28.069,62 euros	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	28.069,62 euros	18.252,29 euros	16.135,15 euros

19	28.939,35 euros	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	28.939,35 euros	18.585,11 euros	26.997,81 euros
21	29.809,11 euros	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	29.809,11 euros	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	30.678,82 euros	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	30.678,82 euros	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	30.678,82 euros	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	30.678,82 euros	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	30.678,82 euros	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	30.678,82 euros	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	30.678,82 euros	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	30.678,82 euros	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Equivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
0	19.817,29 euros	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	20.788,25 euros	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	23.397,43 euros	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	24.267,13 euros	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	24.590,73 euros	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	25.460,47 euros	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	25.460,47 euros	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	26.330,17 euros	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	26.330,17 euros	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	27.199,91 euros	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	27.199,91 euros	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	28.069,62 euros	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	28.069,62 euros	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	28.939,35 euros	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	28.939,35 euros	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	29.809,11 euros	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	29.809,11 euros	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	30.678,82 euros	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	30.678,82 euros	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	30.678,82 euros	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	30.678,82 euros	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	30.678,82 euros	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	30.678,82 euros	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros

31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.278,42 euros
----	-----------------	-----------------	-----------------

».

Article 4. - À l'article 31, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1, les mots « aux annexes 1 et 2 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 1 » ;

2° au point 2, les mots « aux annexes 1 et 2 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 1 ».

Article 5. - L'annexe 1 du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 1 – Barèmes de référence pour les forfaits individualisés prévus à l'article 31.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant(e)s	Barème applicable aux Coordinateur(trice)s
0	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	18.585,11 euros	26.997,81 euros
21	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	19.423,41 euros	28.361,78 euros

26	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant(e)s	Barème applicable aux Coordinateur(trice)s
0	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Article 6. - L'annexe 2 du même arrêté est abrogée.

Article 7. - À l'article 26/4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 décembre 2003 fixant les modalités d'application

du décret du 03 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au §1^{er}, alinéa 1^{er}, point 1, les mots « repris aux annexes 6 et 7 » sont remplacés par les mots « repris à l'annexe 6 » ;

2° au §1^{er}, alinéa 1^{er}, point 2, les mots « repris aux annexes 6 et 7 » sont remplacés par les mots « repris à l'annexe 6 » ;

3° le paragraphe 3 est abrogé.

Article 8. - À l'article 26/11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au §1^{er}, alinéa 1^{er}, point 1, les mots « fixés aux annexes 6 et 7 du présent arrêté » sont remplacés par les mots « fixés à l'annexe 6 du présent arrêté » ;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Article 9. - L'annexe 6 du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 6 – Barèmes de référence pour les forfaits individualisés prévus aux articles 26/4 et 26/11.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Equivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant(e)s extrascolaires	Barème applicable aux Responsables de projet
0	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	18.585,11 euros	26.997,81 euros

21	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Equivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant(e)s extrascolaires	Barème applicable aux Responsables de projet
0	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Article 10. - L'annexe 7 du même arrêté est abrogée.

Article 11. - Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2023.

Article 12. - Le Ministre qui a l'enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et
de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enfance,

Bénédicte LINARD